Texte pseudonymisé

Avertissement: Ce document pseudonymisé a une valeur purement informative. Le document original seul fait foi.

Arrêt N° 12/24 - IX – CIV

Audience publique du premier février deux mille vingt-quatre

Numéro CAL-2021-00121 du rôle

Composition:

Carole KERSCHEN, président de chambre,
Danielle POLETTI, premier conseiller,
Stéphane PISANI, conseiller,
Gilles SCHUMACHER, greffier.

E n t r e :

PERSONNE1.) née PERSONNE1.), demeurant à ADRESSE1.), République du Congo,

appelante aux termes d'un exploit de l'huissier de justice Gilles HOFFMANN de Luxembourg du 16 novembre 2020,

comparant par Maître Laurent RIES, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg,

e t :

Maître Marthe FEYEREISEN, avocat à la Cour, demeurant à L-2230 Luxembourg, 8, rue du fort Neipperg, prise en sa qualité de liquidateur judiciaire de la société anonyme **SOCIETE1.)** SA, ayant eu son siège social à L-ADRESSE2.), inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro NUMERO1.),

intimée aux termes du prédit exploit Gilles HOFFMANN du 16 novembre 2020,

comparant par Maître Marthe FEYEREISEN, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

LA COUR D'APPEL :

Par jugement commercial N°933/09 du 14 juillet 2009, le tribunal d'arrondissement de Luxembourg a ordonné la dissolution et la liquidation de la société anonyme SOCIETE1.) SA (ci-après SOCIETE1.)), dont le siège social était situé à L-ADRESSE3.) et a nommé liquidateur Maître Marthe FEYEREISEN.

Par exploit d'huissier de justice du 29 juin 2018, PERSONNE1.), née PERSONNE1.) (ci-après PERSONNE1.)), déclarant agir en sa qualité d'actionnaire unique d'SOCIETE1.), a fait assigner Maître Marthe FEYEREISEN, prise en sa qualité de liquidateur judiciaire d'SOCIETE1.), à se présenter devant le tribunal d'arrondissement de Luxembourg.

Par jugement N°2020TALCH20/00119 du 30 juillet 2020, le tribunal a reçu les demandes de PERSONNE1.) en la forme ; les a dites non fondées ; a dit non fondées les demandes respectives des parties en allocation d'une indemnité de procédure sur base de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile et a condamné PERSONNE1.) aux frais et dépens de l'instance.

Par acte d'huissier de justice du 16 novembre 2020, PERSONNE1.) a interjeté appel contre ce jugement lui signifié le 19 octobre 2020.

Maître Marthe FEYEREISEN a conclu le 8 avril 2021.

Par courrier daté du 12 septembre 2023, le mandataire de PERSONNE1.) a informé la Cour que cette dernière a déclaré vouloir procéder à un désistement d'instance et d'action.

Le désistement d'instance et d'action annoncé a été notifié à la Cour le 11 janvier 2024.

Par courrier daté du 15 janvier 2024, les mandataires des parties ont été informés que l'affaire est fixée pour clôture et plaidoiries à l'audience du 24 janvier 2024.

A l'audience du 24 janvier 2024, l'instruction a été clôturée et l'affaire a été plaidée, le magistrat rapporteur ayant été entendu en son rapport oral. L'affaire a été prise en délibéré à la même date.

Appréciation de la Cour

Le désistement est régi par les articles 545 et 546 du Nouveau Code de procédure civile qui disposent comme suit :

Art. 545. Le désistement peut être fait et accepté par de simples actes, signés des parties ou de leurs mandataires, et signifiés d'avoué à avoué.

Art. 546. Le désistement, lorsqu'il aura été accepté, emportera de plein droit consentement que les choses soient remises de part et d'autre au même état qu'elles étaient avant la demande.

Il emportera également soumission de payer les frais au paiement desquels la partie qui se sera désistée sera contrainte, sur simple ordonnance du président mise au bas de la taxe, parties présentes, ou appelées par acte d'avoué à avoué. Cette ordonnance, si elle émane d'un tribunal de première instance, sera exécutée nonobstant opposition ou appel; elle sera exécutée nonobstant opposition, si elle émane d'une Cour d'appel.

Par acte d'avocat à la Cour à avocat à la Cour des 5 et 7 septembre 2023, PERSONNE1.) a déclaré se désister purement et simplement de l'instance introduite suivant exploit de l'huissier de justice Gilles HOFFMANN en date du 16 novembre 2020, enrôlée sous le numéro n°CAL-2021-00121 et actuellement pendante devant la IX^{ème} Chambre de la Cour d'appel, ainsi que de l'action sous-jacente.

Cet acte porte la mention manuscrite « *Bon pour désistement d'instance et d'action* », suivie de la signature de PERSONNE1.).

Aux termes dudit article 545, la validité du désistement d'instance est subordonnée à l'acceptation par la partie adverse.

L'acceptation du désistement est requise à partir du moment où l'instance est liée. L'instance liée fait naître des droits dans le chef des parties adverses, dont celui d'obtenir un jugement qui les mette définitivement à l'abri d'une nouvelle procédure et, si elles le souhaitent, d'introduire une demande reconventionnelle ou un appel incident. Pour cette raison, à partir du moment où le défendeur ou l'intimé a déposé des conclusions au fond, son consentement est nécessaire pour valider le désistement d'instance signifié.

En l'espèce, Maître Marthe FEYEREISEN a conclu quant au fond, de sorte que l'instance est liée. Il s'ensuit que le désistement est soumis à l'acceptation par cette dernière.

Maître Marthe FEYEREISEN ne s'est pas opposée au désistement. A l'audience du 24 janvier 2024, elle a oralement marqué son accord avec ce désistement.

La Cour note ensuite que PERSONNE1.) adopte dans son acte de désistement une formulation ambiguë, mêlant désistement d'instance et désistement d'action.

Le désistement d'action et le désistement d'instance sont deux mécanismes juridiques fondamentalement différents, tant dans leurs conditions de mise en œuvre que dans leurs effets. Le désistement d'action englobe toutefois nécessairement le désistement d'instance.

Par le désistement d'instance le demandeur manifeste sa renonciation à la seule instance qui est actuellement engagée sans pour autant abandonner définitivement le droit dont il a poursuivi la consécration par le biais de son action, le désistement d'instance en instance d'appel n'affecte que l'instance d'appel et laisse subsister tant la procédure que la décision de première instance, toutefois il ne confère pas à la décision de première instance une force ou une autorité particulière, une nouvelle procédure d'appel pouvant être engagée si le délai d'appel n'est pas écoulé ou qu'une cause d'extinction de l'action n'a joué entre-temps. Le désistement d'action quant à lui emporte non seulement abandon d'une instance introduite à un certain moment, mais plus fondamentalement abandon du droit qui forme la base de cette instance, d'où renonciation définitive et extinction du droit lui-même rendant irrecevable toute nouvelle action.

En l'occurrence, la Cour constate que l'action principale a été introduite par PERSONNE1.) suivant assignation du 29 juin 2018. L'appelante ayant dès lors également été demanderesse en première instance, elle peut se désister utilement d'un droit étant donné qu'elle a initié l'action qui en poursuivrait la consécration.

La Cour est ainsi amenée à retenir que la volonté de PERSONNE1.) est de se désister de son instance et de son action, ce qui est ainsi conforme à la mention manuscrite apposée sur le document.

Au vu de la manifestation de volonté non équivoque exprimée par l'appelante et en application de l'article 546 du Nouveau Code de procédure civile, il y a lieu de lui donner acte de son désistement d'instance et d'action et de les déclarer éteintes à l'égard de Maître Marthe FEYEREISEN, prise en sa qualité de liquidateur judiciaire d'SOCIETE1.).

Par voie de conséquence, il y a lieu de dire que l'exploit de l'huissier de justice Gilles HOFFMANN du 16 novembre 2020, enrôlé sous le numéro n°CAL-2021-00121 et actuellement pendant devant la IX^{ème} Chambre de la Cour d'appel, est devenu sans objet en ce qui concerne Maître Marthe FEYEREISEN, prise en sa qualité de liquidateur judiciaire d'SOCIETE1.).

Il résulte enfin de l'article 546 du Nouveau Code de procédure civile que la partie qui se désiste, en l'occurrence, PERSONNE1.), est réputée succomber, et doit, en conséquence, supporter les frais conformément au principe général de l'article 238 du même code.

PAR CES MOTIFS

la Cour d'appel, neuvième chambre, siégeant en matière civile, statuant contradictoirement, sur rapport du magistrat de la mise en état,

donne acte à PERSONNE1.), née PERSONNE1.), qu'elle se désiste de l'instance introduite contre Maître Marthe FEYEREISEN, prise en sa qualité de liquidateur judiciaire de la société anonyme SOCIETE1.) SA, par l'exploit de l'huissier de justice Gilles HOFFMANN du 16 novembre 2020 et enrôlée sous le n°CAL-2021-00121, ainsi que de l'action sous-jacente ;

donne acte à Maître Marthe FEYEREISEN, prise en sa qualité de liquidateur judiciaire d'SOCIETE1.), qu'elle accepte ce désistement ;

dit le désistement régulier ;

décète le désistement aux conséquences de droit ;

dit que PERSONNE1.), née PERSONNE1.), supportera les frais et dépens liés à l'instance.

La lecture du présent arrêt a été faite en la susdite audience publique par Carole KERSCHEN, président de chambre, en présence du greffier Gilles SCHUMACHER.